

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHEES
ET DES INDUSTRIES ANIMALES

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF LIVESTOCK, FISHERIES
AND ANIMAL INDUSTRIES

INTERNAL TENDER'S BOARD

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT, EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 00021 /AONR/MINEPIA/CIPM/2025 DU 15 SEPT 2025
RELATIF A L'ETUDE POUR LA
CONSTRUCTION D'UN BATIMENT R-1+6 DEVANT ABRITER LES SERVICES DE L'INSPECTION
GENERALE ET LES SERVICES RATTACHES DU SECRETARIAT GENERAL

Financement : Budget d'Investissement Public du MINEPIA, Exercice 2025.

1- Objet

Dans le but d'établir et de préciser les caractéristiques techniques détaillées des travaux de construction d'un bâtiment R-1+6, le Ministre de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales, Maître d'Ouvrage, lance un avis d'Appel d'Offres National Restreint relatif à l'étude pour la construction d'un bâtiment R-1+6 devant abriter les services de l'Inspection Générale et les services rattachés du Secrétariat Général. Le présent appel d'offres fait suite à l'Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt n°0002/ASMI/MINEPIA/2025 du 28 juillet 2025 publié le 29 juillet 2025 dans le site de l'Agence de Régulation des Marchés Publics.

2- Consistance de la prestation

Les prestations à réaliser dans le cadre du présent appel d'offres consistent à :

- Vérifier la faisabilité de l'opération au regard des différentes contraintes du programme et du site ;
- consolider les études menées en APS ;
- définir les principes constructifs, les matériaux et les installations techniques ;
- établir un projet d'estimation du coût prévisionnel des travaux de construction.

Les spécifications techniques desdites prestations sont détaillées dans les termes de références inclus dans le présent dossier de consultation.

3- Délai prévisionnel et lieu de livraison

3.1 Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est d'un (01) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

3.2 Les prestations, objet du présent appel d'offres, seront livrées à la Direction des Affaires Générales.

4- Allotissement

Il n'est pas prévu d'allotissement dans le cadre de cet appel d'offre.



5- Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de quarante-neuf millions neuf cent cinquante mille (49 950 000) francs CFA.

6- Participation et origine

La participation au présent Appel d'offre est restreint aux entreprises retenues à l'Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt N°0002/ASMI/MINEPIA/2025 du 28 juillet 2025, en vue de la pré-qualification de consultants pour le projet de construction d'un bâtiment R-1+6 devant abriter les services de l'Inspection Générale et les services rattachés du Secrétariat Général. Il s'agit de :

N°	BUREAUX D'ETUDES PRE-QUALIFIEES
1.	CECO BTP, BP : 16 016 Yaoundé, Tél : 677 67 14 68 / 699 30 56 42
2.	GROUPEMENT ENSERBAT TP SARL / FAD / INNOV ENGINEERING GROUP, BP 11 366 Yaoundé, Tél : 696 39 62 28 / 699 17 39 02
3.	GROUPEMENT GENEX SARL / NEW AFRICA SARL, BP 5 563 Yaoundé, Tél : 222 22 54 27 / 677 70 00 38
4.	GROUPEMENT INTEGC / BUBAN NGU, BP : 11 088 Yaoundé, Tél : 699 92 48 95 / 222 22 02 16
5.	POLYGONE SARL, BP: 33 872 Yaoundé, Tél 696 56 40 95

7- Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le Budget d'Investissement Public (BIP) du MINEPIA, Exercice 2025, sur la ligne d'imputation budgétaire 59 31 059 01 340010 521112 951.

8- Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement en ligne

9- Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission daté, signé, timbré, acquitté à la main et délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO. Ce cautionnement est accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la CDEC dont le montant s'élève à neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille (999 000) francs CFA, valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission timbrée et délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministre en charge des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, accompagnée d'un récépissé de consignation délivré par la CDEC, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente et vaut élimination du soumissionnaire. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.



10- Consultation du dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics du Ministère de l'Elevage des Pêches et des Industries Animales, (bâtiment R+2), sis au Centre Administratif en face de l'Institut National de la Statistique (INS)/Yaoundé, téléphone : 222 22 45 41 dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> (en français) et <http://www.publiccontracts.cm> (en anglais) et sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11- Acquisition du dossier de Consultation

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au Service des Marchés Publics du MINEPIA, (bâtiment R+2), sis au Centre Administratif en face de l'Institut National de la Statistique (INS)/Yaoundé, téléphone : 222 22 45 41, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de trente-cinq mille (35 000) francs CFA, payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12- Remise des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais sera transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 07 OCT 2025 à 13 heures. Une copie de sauvegarde de l'offre sous format PDF, enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, devra être transmise avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde » accompagnée de l'original de l'offre administrative du soumissionnaire le tout sous pli scellé avec la mention ci-dessous dans les délais impartis.

N° - 00021 « AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT, EN PROCEDURE D'URGENCE
/AONR/MINEPIA/CIPM/2025 DU 15 SEPT 2025 RELATIF A L'ETUDE POUR LA CONSTRUCTION D'UN
BATIMENT R-1+6 DEVANT ABRITER LES SERVICES DE L'INSPECTION GENERALE ET LES SERVICES RATTACHES DU SECRETARIAT
GENERAL
(A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement) »

Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière ;

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.



Le soumissionnaire veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13- Recevabilité des plis

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage les plis :

- portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- non-conformes au mode de soumission ;
- ne contenant pas l'original de l'offre administrative du soumissionnaire.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente et vaut élimination du soumissionnaire. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps.

L'ouverture des pièces administrative, technique aura lieu le 07 OCT 2025 à 14 heures, par la Commission Interne de Passation des Marchés, dans la salle de réunions de ladite Commission, (bâtiment R+2), sis au Centre Administratif en face de l'Institut National de la Statistique (INS)/Yaoundé.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative d'au moins 70 sur 100 seront ouvertes par la Commission de Passation des Marchés du Maître d'Ouvrage dans la même salle à une date ultérieure après les résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être datées de moins de trois (03) mois à compter de la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif, autre que la caution de soumission à l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.



15- Critères d'évaluation

15.1 – Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires porteront sur :

- l'absence ou non-conformité de la caution de soumission datée, signée, timbrée, acquittée à la main et accompagnée d'un récépissé de consignation délivré par la CDEC à l'ouverture des plis ;
- la non -production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis (excepté le cautionnement de soumission) ;
- les fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- l'absence de la déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné de marché durant les trois (03) dernières années;
- le non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne ;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE, SDPU) ;
- l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- la non-qualification d'au moins 70/100 des critères essentiels du DAO ;
- le non-respect des qualifications du chef de projet ;
- l'absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

15.2 –Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- la présentation générale de l'offre ;
- les références du soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires ;
- le plan de travail et méthodologie proposés en adéquation avec les TDR ;
- la qualification et l'expérience du personnel clé ;
- les moyens logistiques, techniques et matériels ;
- la capacité financière ;
- la preuve d'acceptation des conditions de la lettre-commande marché (CCAP et TDR dûment paraphés à chaque page, datés et signés à la dernière page, avec la mention « Lu et approuvé »).

N.B : Toute offre n'ayant pas respecté tous les critères éliminatoires et obtenu au moins 70/100 des critères essentiels sera éliminés.



16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux-disante par combinaison des critères techniques, financiers et/ou esthétiques.

17- Durée et validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics du MINEPIA (bâtiment R+2), sis au Centre Administratif en face de l'Institut National de la Statistique (INS)/Yaoundé, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> (en français) et <http://www.publiccontracts.cm> (en anglais), ou dans le site de l'ARMP <http://www.armp.cm>.

19- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

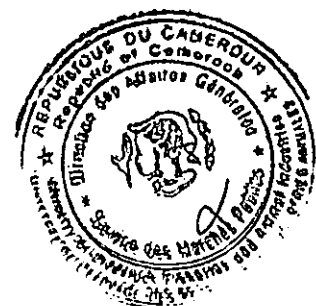
Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS à la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro 222 20 18 03 Ou le MO au numéro 222 22 45 41.

Ampliatiions :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- Président CIPM ;
- Services des Marchés Publics
- Chronos/Archives.

Yaoundé, le 15 SEPT 2025
LE MINISTRE DE L'ELEVAGE, DES PECHES ET
DES INDUSTRIES ANIMALES,
MAÎTRE D'OUVRAGE

Docteur TAÏGA



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHEES
ET DES INDUSTRIES ANIMALES

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF LIVESTOCK, FISHERIES
AND ANIMAL INDUSTRIES

INTERNAL TENDER'S BOARD

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER EMERGENCY PROCEDURE

No. 00021 /RNIT/MINEPIA/ITB/2025 of 5 SEPT 2025 RELATING TO THE STUDY FOR THE
CONSTRUCTION OF AN R-1+6 BUILDING HOUSING THE GENERAL INSPECTION SERVICES AND ATTACHED
SERVICES OF THE SECRETARIAT GENERAL

Funding: Public Investment budget of MINEPIA, 2025 Financial Year.

1- Subject

With the aim of establishing and specifying the detailed technical characteristics of the construction work for an R-1+6 building, the Minister of Livestock, Fisheries, and Animal Industries, as the project owner, is issuing a restricted national call for tenders for the design and construction of an R-1+6 building to house the General Inspectorate and related departments of the General Secretariat. This call for tenders follows the Call for Expressions of Interest No. 0002/ASMI/MINEPIA/2025 of July 28, 2025, published on July 29, 2025, on the website of the Public Procurement Regulatory Agency.

2- Scope of the Service

The services to be provided under this call for tenders consist of:

- Verifying the feasibility of the operation in light of the various constraints of the program and the site;
- Consolidating the studies conducted in the preliminary design phase;
- Defining the construction principles, materials, and technical installations;
- Establishing a preliminary estimate of the cost of the construction work.

The technical specifications for these services are detailed in the terms of reference included in this consultation file.

3- Time and place of delivery

3.1 The maximum time limit set by the Project Owner for the completion of the services covered by this call for tenders is one (01) month. This period begins on the date of notification of the service order to commence the services.

3.2 The services covered by this call for tenders will be carried out on the grounds of the R+2 building located at the Administrative Center opposite the National Institute of Statistics (INS)/Yaoundé.

4- Allotment

This Invitation to Tender is not allotted.

5- Estimated cost

At the end of the preliminary studies, the estimated cost of the operation stands at forty-nine million nine hundred and fifty thousand (49,950,000) CFA francs.



6- Participation and origin

Participation in this Call for Tenders is restricted to companies selected in the Notice of Solicitation for Expressions of Interest No. 0002/ ASM/MINEPIA/2025 of July 28, 2025, for the pre-qualification of consultants for the construction project of an R-1+6 building to house the services of the General Inspectorate and the related services of the General Secretariat. This involves

N°	BUREAUX D'ETUDES PRE-QUALIFIEES
1.	CECO BTP, BP : 16 016 Yaoundé, Tél : 677 67 14 68 / 699 30 56 42
2.	GROUPEMENT ENSERBAT TP SARL / FAD / INNOV ENGINEERING GROUP, BP 11 366 Yaoundé, Tél : 696 39 62 28 / 699 17 39 02
3.	GROUPEMENT GENEX SARL / NEW AFRICA SARL, BP 5 563 Yaoundé, Tél : 222 22 54 27 / 677 70 00 38
4.	GROUPEMENT INTEGC / BUBAN NGU, BP : 11 088 Yaoundé, Tél : 699 92 48 95 / 222 22 02 16
5.	POLYGONE SARL, BP: 33 872 Yaoundé, Tél 696 56 40 95

7- Funding

The services under consideration in this invitation to tender shall be funded by the Public Investment budget (BIP) of MINEPIA, 2025 Financial Year, allocated under budget line 59 31 059 01 340010 521112 951.

8- Submission method

The submission method for this consultation is online only.

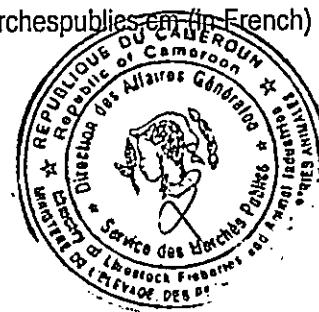
9- Bid bond

Each bidder must enclose with his administrative documents a dated, stamped and hand-paid bid bond, issued by a body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts, and listed in Exhibit 13 of the TF. This bond shall be accompanied by a deposit receipt issued by the CDEC for an amount of nine hundred and ninety-nine thousand (999,000) CFA francs, valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of the tenders' validity. A tender shall be rejected if it lacks a stamped bid bond issued by a first class bank or a first class financial institution authorised by the Ministry in charge of finance to issue bonds within the scope of public contracts, accompanied by a deposit receipt issued by the CDEC. If a bid bond is produced but has no connection with the consultation concerned, it shall be considered absent and the bidder shall be disqualified. Moreover, a bid bond presented by a bidder during the tender opening session shall be rejected.

10- Consultation of Tender Files

The physical file may be consulted free of charge during business hours at the Public Procurement Department of the Ministry of Livestock, Fisheries and Animal Industries (building R+2), located in the Administrative Center opposite the National Institute of Statistics (INS)/Yaoundé, telephone: 222 22 45 41 upon publication of this notice.

It may also be consulted electronically on the COLEPS platform at <http://www.marchespublies.cm> (in French) and <http://www.publiccontracts.cm> (in English) and on the ARMP website (www.arpmp.cm).



11- Acquisition of the Consultation file

Upon publication of this notice, the tender file may be obtained at the Public Contracts Service of MINEPIA at (building R+2), located in the Administrative Center opposite the National Institute of Statistics (INS)/Yaoundé, Phone number: 222 22 45 41, with a non-refundable sum of thirty-five thousand (35,000) CFA Francs, payable to the Public Treasury.

The electronic version of the TF may also be downloaded free of charge from the addresses mentioned above. However, electronic submission shall be subject to payment of the TF purchase fee.

12- Submission of tenders

Each tender, written in French or English, must be submitted by the bidder on the COLEPS platform no later than 1 p.m. on 07 OCT 2025. A back-up copy of the tender in PDF format, saved on a USB key or CD/DVD, must be submitted clearly labelled 'back-up copy', along with the original of the bidders administrative tender, all in a sealed envelope bearing the following wording within the deadline set.

No. 00021 "RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER EMERGENCY PROCEDURE
JR/NIT/MINEPIA/ITB/2025 OF 15 SEP 2025 RELATING TO THE STUDY FOR THE CONSTRUCTION OF AN R-1+6
BUILDING HOUSING THE GENERAL INSPECTION SERVICES AND ATTACHED SERVICES OF THE SECRETARIAT GENERAL
(To be opened only during the tender opening session)"

File size and format

The maximum file sizes for documents submitted on the platform as part of the bidder's tender shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Tender;
- 15 MB for the Technical Tender;
- 5 MB for the Financial Tender;

The following formats shall be accepted:

- PDF for text documents;
- JPEG for images.

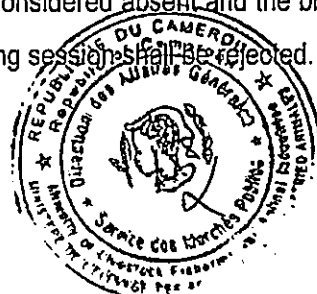
The bidder must use compression software to reduce the size of files to be submitted.

13- Admissibility of tenders

The Contracting Authority shall not accept tenders:

- bearing indications as to the identity of bidders;
- received after the deadline for submission;
- without any mention of the invitation to tender's identity;
- not compliant with the submission method;
- lacking the original of the bidder's administrative tender.

Any tender that is incomplete in accordance with the requirements of the tender documents shall be rejected. If a bid bond is produced but has no connection with the consultation concerned, it shall be considered absent and the bidder shall be disqualified. Moreover, a bid bond presented by a bidder during the tender opening session shall be rejected.



14- Opening of tenders

Tenders shall be opened in two phases.

Administrative documents, as well as technical tenders, shall be opened on 07 OCT 2025 at 2pm by the Internal Tender's Board, in its cabinet meeting room at (building R+2), located in the Administrative Center opposite the National Institute of Statistics (INS)/Yaoundé.

Only the financial tenders of bidders who have obtained the qualifying technical score of 70 out of 100 shall be opened by the Contracting Authority's Tender Board in the same room at a later date after the results of the technical evaluation have been published.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorised person of their choice, even in the case of a group of companies.

The documents in the administrative file must be provided either in their original form or as copies certified as accurate by the issuing service or an administrative authority, as outlined in the Special Regulations stipulated in the Invitation to Tender, failing which they shall be rejected. They should be less than three (3) months old before the date of submitting tenders or should have been issued after the date of signature of the Invitation to Tender.

In addition, the tender shall be rejected if any document in the administrative file, except the bid bond, is missing or non-compliant with the specifications at the time of opening tenders and remains uncorrected within the 48-hour period granted by the Board.

15- Evaluation criteria

15.1 – Eliminary criteria

The elimination criteria shall include:

- lack of dated, signed, stamped, hand-paid bid bond and accompanied by a deposit receipt issued by the CDEC during the tender opening session;
- failure to produce, after the 48-hour deadline, a document in the administrative file considered non-compliant or missing during the tender opening session (excluding the bid bond);
- false declarations, fraudulent manoeuvres or falsified documents;
- lack of a statement on oath stating that no work has been abandoned during the last three years;
- failure to comply with the file format for online tenders;
- lack of a quantified unit price in the Financial Tender;
- lack of an element of the Financial Tender (bond, the BPU, the DQE, SDPU);
- lack of the dated and signed integrity charter;
- lack a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
- failure to meet at least 70 out of 100 of the essential criteria in the TF;
- failure to meet the qualifications of the project manager;
- lack of a back-up copy in the event of a malfunction of the COLEPS platform.



15. 2 – Essential criteria

The essential criteria pertaining to the qualification of bidders shall include:

- The general presentation of the tender;
- the bidder's references for similar services;
- the proposed work plan and methodology in line with the ToR;
- the qualifications and experience of the main personnel;
- logistical, technical, and material resources;
- the financial capacity;
- proof of acceptance of the contract's terms (CCAP and ToR initialled on each pages, dated and signed on the last page, with the words 'Read and approved').

Note: Any bid that does not meet all the elimination criteria and obtain at least 70/100 of the essential criteria will be eliminated

16- Award

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder whose tender is judged to be the best in terms of a combination of technical, financial and/or aesthetic criteria.

17- Duration and validity of tenders

Bidders shall remain bound by their tender for ninety (90) days from the initial deadline set for submitting tenders.

18- Additional information

Additional information may be obtained during working hours at the Public Contracts Service of MINEPIA (building R+2), located in the Administrative Center opposite the National Institute of Statistics (INS)/Yaoundé, Phone number: 222 22 45 41, or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> (in French) and <http://www.publiccontracts.cm> (in English), or on the ARMP website <http://www.armp.cm>.

19- Fighting corruption and malpractices

For any corruption or malpractice, please call or text CONAC on 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, ARMP on 222 20 18 03 or the MOD on 222 22 18 03.

Copies:

- MINMAP;
- ARMP;
- ITB President;
- Public Contracts Service;
- Time/archives.

Yaoundé, 15 SEPT 2025
THE MINISTER OF LIVESTOCK, FISHERIES AND
ANIMAL INDUSTRIES,
CONTRACTING AUTHORITY

